

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE LE MANS SARTHE

1 Boulevard René Levasseur CS 91435

72014 LE MANS Cedex 2

www.lemans.sarthe.cci.fr

02.43.21.00.00

187 200 928 00013

Profil acheteur : (PLACE) www.marches-publics.gouv.fr

**FOURNITURE D'USTENSILES PROFESSIONNELS
FILIERE METIERS RESTAURATION****MARCHE N° 2025RTPN5026****CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)**

Marché public de fournitures

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2	PROCÉDURE DE PASSATION	4
ARTICLE 3	DURÉE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 4	PIÈCES CONTRACTUELLES.....	4
ARTICLE 5	COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL	5
5.1	Prise en compte par le titulaire de l'organisation	5
5.2	Revue de contrat du marché.....	5
ARTICLE 6	TECHNIQUE D'ACHATS	5
ARTICLE 7	RÉMUNÉRATION	6
7.1	Contenu des prix.....	6
7.2	Mois d'établissement des prix	6
7.3	Nature du prix	6
7.4	Variation du prix.....	6
7.5	Application de la valeur à taxe ajoutée.....	6
7.6	Clause de sauvegarde	6
ARTICLE 8	MODIFICATION DE MARCHÉ	7
ARTICLE 9	PÉNALITÉS AVEC EFFET NON LIBERATOIRE	7
ARTICLE 10	OBLIGATION DE DISCRÉTION.....	8
ARTICLE 11	ASSURANCE.....	8
ARTICLE 12	MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	8
12.1	Paie ment	8
12.2	Echéance.....	8
12.3	Modalités de transmission de la facturation	8
ARTICLE 13	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	8
13.1	Mise en Œuvre.....	8
13.2	Cession.....	9
13.3	Sous-traitance.....	9
13.4	Collecte des attestations de conformité	9
ARTICLE 14	CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	9
14.1	Interlocuteur.....	9
14.2	Calendrier d'exécution et délais	10
14.3	Adresse de livraison.....	10
14.4	Dérogation au principe d'exclusivité.....	10
14.5	Solution de commande en ligne	10
14.6	Respect des normes.....	10
14.7	Garantie, reprise et SAV	10
14.8	Etendue des besoins	10

ARTICLE 15	PROBITE	11
ARTICLE 16	DÉROGATIONS AU CCAG-FCS	11

ARTICLE 1 **OBJET DU MARCHÉ**

L'objet de la consultation est un marché de fourniture d'ustensiles professionnels pour la filière des métiers de la restauration du CFA CCI LE MANS située :

- CAMPUS 1 CFA CCI LE MANS, 132 rue Henri Champion, 72100 Le Mans,

Il s'agit des besoins identifiés à la date du lancement du marché, ce qui ne préjuge pas de besoins ultérieurs de la CCI.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées à l'article 14 du présent CCP (cahier des clauses particulières).

ARTICLE 2 **PROCÉDURE DE PASSATION**

Cette consultation en procédure adaptée est soumise aux dispositions des articles R2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 3 **DURÉE DU MARCHÉ**

Le marché prend effet à compter de la date de sa notification.

Le marché a une durée d'un an renouvelable 3 fois par tacite reconduction par période d'un an, sans que la durée totale excède 4 ans. Le titulaire ne pourra pas s'opposer aux reconductions éventuelles.

Si la CCI décide de ne pas reconduire le marché, elle le notifiera au titulaire par écrit, au moins trois (3) mois avant la fin de la durée de validité. Cette décision de non reconduction ne donnera droit à aucune indemnité.

Le délai d'exécution d'un bon de commande part de la date de sa notification et son expiration est déterminée selon modalités prévues au 13.2 du CCAG FCS.

Les prolongations du délai d'exécution peuvent être accordées par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG FCS. Les modalités de computation des délais d'exécution des prestations sont fixées au 3.2 du CCAG FCS.

Le marché prendra fin soit :

- A l'échéance maximale toutes reconductions comprises,
- En cas de dépassement du montant maximal,
- Au terme d'une période après notification expresse de la décision de non reconduction.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, le titulaire n'a pas droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision. La décision de résiliation du marché est notifiée au(x) titulaire(s). La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

ARTICLE 4 **PIÈCES CONTRACTUELLES**

Le marché est soumis aux règles du Code de la commande publique.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE),
- Le bordereau de prix unitaires,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- Annexe RGPD,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021. Cette pièce, non-jointe au dossier, est réputée connue du fournisseur,
- Les actes spéciaux type avenants, postérieurs à la notification du marché,
- Le fichier, éventuel, de question réponse échangé sur PLACE,
- Offre technique et financière du titulaire,

ARTICLE 5

COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL

5.1 Prise en compte par le titulaire de l'organisation

Principe général :

Le présent marché est contracté par la CCI. La CCI met en place une structure de coordination permettant de faciliter la relation avec le titulaire. Le titulaire doit prendre en compte cette structure de coordination, qui s'appuie sur l'interlocuteur suivant :

L'interlocuteur référent de la CCI est :

Magali Letard

Responsable Filière Restauration Hôtellerie

132 rue Henri Champion

72100 Le Mans

02 43 40 60 61

07 86 61 53 35

Magali.letard@lemans.cci.fr

Le coordonnateur est notamment chargé des missions suivantes :

- Piloter la relation avec le titulaire du marché
- Assurer un suivi consolidé de la qualité du service rendu

Responsable de compte du titulaire

Le titulaire désignera un responsable de compte. Il sera l'interlocuteur privilégié du coordonnateur. Il est le garant au niveau de la qualité des prestations fournies dans le cadre du marché.

5.2 Revue de contrat du marché

Une revue de contrat annuelle est organisée à l'initiative du candidat. Cette réunion permet de revenir sur le volume d'affaires effectué, sur les éventuelles difficultés rencontrées, ou encore sur les innovations liées à l'objet du marché.

ARTICLE 6

TECHNIQUE D'ACHATS

Il s'agit d'un accord cadre suivant les dispositions des articles R2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre mono-attributaires lot sur l'ensemble de la période de l'accord cadre.

Le marché s'exécute sur la base de marchés subséquents et de bons de commande, qui seront établis au fur et à mesure des besoins et uniquement pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande relatifs aux prestations initialement définies au BPU seront établis au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Les marchés subséquents correspondent aux commandes ultérieures dont les caractéristiques et les modalités d'exécution n'ont pas été fixées initialement. Ils seront exécutés au moyen de bons de commande.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Le marché est conclu sans minimum, et avec un montant maximum global de 143 000 € HT cumulé tous lots, toutes reconductions éventuelles comprises, correspondant au seuil des procédures formalisées.

Un bon de commande comporte au minimum les mentions suivantes :

- le numéro du marché,
- la date d'émission et le n° du bon de commande,
- la nature des prestations commandées,
- le lieu de livraison,
- les montants HT, TTC et le taux de TVA appliqué,
- l'adresse de facturation.

ARTICLE 7

RÉMUNÉRATION

7.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation y compris le transport, l'emballage, la manutention, les frais généraux, frais d'assurance, impôts, taxes et redevances de toute nature.

Ils tiennent compte notamment de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution du marché, y compris celles qui n'ont pas été explicitement décrits, mais qui sont néanmoins nécessaires pour l'exécution de la prestation.

La monnaie de compte du marché est l'euro pour toutes les parties prenantes.

Avant toute exécution de la prestation, le devis devra être accepté par le pouvoir adjudicateur concerné par l'intermédiaire d'une commande.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des contraintes techniques de tout ordre, et d'en avoir tenu compte dans l'établissement de sa proposition.

La facturation mentionne le numéro de marché.

7.2 Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » ou « M0 ».

7.3 Nature du prix

Le prix des prestations est unitaire, définitif et révisable.

L'actualisation s'effectue dans le strict cadre de l'article R2112-11 du Code de la commande publique.

7.4 Variation du prix

Le prix du marché est invariable la première année de marché.

Le prix est révisable annuellement à chaque date anniversaire du contrat.

Le prix est révisé selon la formule suivante :

$$P = 0.10 + [0.90 \times [Po \times (0.40 It / Io) + (0.40 Lt / Lo) + (0.20 Gt / Go)]]$$

Où

P = Prix révisé

Po = Prix initial du marché

It = Dernière valeur connue de l'indice INSEE de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 25.7 – Coutellerie, outillage et quincaillerie Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764209
Io = Valeur de ce même indice à la date Mo

Lt = Dernière valeur connue de l'indice INSEE annuel des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 05.4.0.3.1 - Ustensiles et articles de cuisine non électriques Identifiant 001764752
Lo = Valeur de ce même indice à la date Mo

Gt = Dernière valeur connue de l'indice CNR gazole professionnelle

Go = Valeur de ce même indice à la date Mo

7.5 Application de la valeur à taxe ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

7.6 Clause de sauvegarde

La CCI se réserve le droit de résilier, de plein droit et sans indemnité, sous préavis de 2 mois, le présent marché après la date de variation des prix dès lors que l'évolution moyenne de l'ensemble des prix pratiqués au titre du marché entraînerait une augmentation de plus de 5% par rapport aux tarifs précédemment proposés par le titulaire, et sans que le dialogue ouvert entre les deux parties n'ait pu aboutir à un consensus.

La variation à la baisse n'est pas limitée.

ARTICLE 8 MODIFICATION DE MARCHÉ

Toute modification survenant pendant l'exécution du présent marché ne sera effective qu'après la signature d'un document de modification de marché entre les parties.

Des prestations complémentaires, supplémentaires ou similaires pourront être demandées au titulaire du marché dans les conditions suivantes :

- Par voie de prestations complémentaires :

Par application des dispositions des articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de marché avec le titulaire du présent marché pour des prestations n'y figurant pas, non prévues au départ ou devenues nécessaires, à la suite de circonstances imprévues, à la réalisation du présent marché. Le montant cumulé des prestations complémentaires ne doit pas dépasser 50 % du marché initial.

- Par voie de prestations similaires :

Sans objet.

- Par voie de la clause de réexamen :

Par application des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de l'accord-cadre avec le titulaire ou les titulaires du présent accord-cadre pour des prestations faisant l'objet de bon de commande ou de marchés subséquents prévus dans l'accord-cadre initial. Ces modifications interviennent lorsque, dans le cadre du présent accord-cadre, le ou les montants maximums fixés initialement ont été atteints en raison de circonstances imprévues, d'une augmentation de la demande, ou dans le cadre de prestations qui n'étaient pas prévues initialement.

Ces modifications prendront la forme d'un avenant soumis à l'accord préalable du ou des titulaires fixant les modalités de la mise en œuvre, des nouveaux montants maximums des bons de commande ou des marchés subséquents. La clause de réexamen n'a pas pour effet de remettre en concurrence les opérateurs économiques au présent accord-cadre ou de modifier les règles de publicité initiales.

La CCI s'autorise la modification du contrat sans condition de montant pour s'adapter aux conditions économiques et techniques des matières premières et de l'énergie, dans la limite d'un changement de la nature globale du contrat. Le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage sont les suivantes :

- Evènement imprévisible, extérieur aux parties et d'ampleur conduisant à une hausse des prix de matières ou d'énergie ou des difficultés d'approvisionnement, voire de pénurie impactant les conditions d'exécution et ou impactant la qualité des prestations

La CCI détermine le seuil de déclenchement à 10% d'augmentation des prix. La CCI et le titulaire entament un dialogue ; sur la base d'un mémoire justifiant la hausse des prix, ou les difficultés d'approvisionnement, ainsi que l'impact économique sur sa marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre économique initial du contrat ; concourant à une fixation consensuelle d'une solution afin d'adapter les conditions d'exécution ou des prix selon les cas.

ARTICLE 9 PÉNALITÉS AVEC EFFET NON LIBÉRATOIRE

Par dérogation aux articles 14 et suivant du CCAG-FCS, il n'est pas prévu de montant minimum et maximum, ni de montant d'exonération, de pénalités. Les pénalités s'appliquent au contrat et à ses éventuels avenants. Les pénalités sont avec effet non libératoire. L'application des pénalités de retard est un droit contractuel de la CCI, auquel elle peut renoncer unilatéralement par décision motivée. La TVA n'est pas applicable aux pénalités.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de la CCI.

Dans le cadre de l'article 41.1.c du CCAG FCS et par dérogation à l'article 41.2 du CCAG FCS, passé un délai d'un mois ouvré de retard, la CCI se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables à la CCI.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, et par période précisée dans les développements ci-après, les pénalités suivantes :

Non-respect d'un délai contractuel (remise de document, livraison, exécution d'une prestation, ...) :

En cas de retard, il sera appliqué une pénalité par jour de retard de : 50 € forfaitaire net.

Non-respect d'une disposition relative aux méthodes proposées par le candidat dans son mémoire technique :

En cas de manquement, il sera appliqué une pénalité par constatation de : 50 € forfaitaire net.

ARTICLE 10 OBLIGATION DE DISCRÉTION

Le titulaire, qui à l'occasion du présent marché reçoit communication de renseignements ou documents, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuelles encourues, la CCI peut procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 11 ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la CCI, des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Pour justifier de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation d'assurance d'une compagnie notoirement solvable, portant mention de la durée de validité et de l'étendue des garanties.

ARTICLE 12 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

12.1 Paielement

Les factures seront adressées, idéalement par numéro, à la Direction Financière de la CCI, en un original et une copie, portant outre les mentions légales, le numéro du marché.

Le montant de la facture sera détaillé.

12.2 Echéance

Le règlement s'effectue par virement bancaire 30 jours fin de mois date de facturation.

12.3 Modalités de transmission de la facturation

Les factures sont déposées sur **Chorus Portail Pro** https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/

Pour ce faire, vos factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes :

- Le **numéro de SIRET 187 200 928 000 13**
- Le **numéro d'engagement** que vous trouverez sur le bon de commande – **facultatif**,
- **N° de marché : 2025RTPN5026**

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique. Nous restons également à votre disposition pour toute question sur la mise en place de la facturation électronique.

ARTICLE 13 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Mise en Œuvre

Le titulaire s'engage :

- A exécuter les prestations du marché conformément aux dispositions des documents du marché et suivant le calendrier convenu entre les parties,
- A respecter les exigences spécifiées dans les documents du marché,
- A garantir la continuité de service du marché,
- A exécuter ses obligations avec tout le soin et la diligence nécessaires et à respecter les règles et méthodes de la CCI,
- A informer rapidement la CCI de toute difficulté empêchant la mise en œuvre du marché,
- A garantir la continuité de service (la bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes qui s'y trouve nommément désignée pour assurer la conduite du marché et si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement la CCI, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à la CCI dans les délais indiqués.

13.2 Cession

Le marché est conclu en stricte considération de la personne du fournisseur. Par conséquent, il ne peut être cédé par le fournisseur à un tiers sans l'accord préalable de la CCI.

13.3 Sous-traitance

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations du présent marché, le titulaire devra, au préalable, en informer, par tout moyen, la CCI aux fins d'agrément éventuel. En cas de sous-traitance, la facture présentée par le titulaire devra comprendre la quote-part du sous-traitant agréé.

Par ailleurs, le titulaire du marché doit faire connaître à la CCI le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

13.4 Collecte des attestations de conformité

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Il devra également être en mesure de fournir tous les mois le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts sur le revenu, sur les sociétés et à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), délivré par l'administration fiscale.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

Pour cela, le titulaire indique une adresse mail dans son mémoire technique, celle-ci recevra les sollicitations pour mises à jour des attestations réglementaires de conformité. Le titulaire s'engage à fournir les attestations obligatoires selon périodes légalement définies.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi la CCI pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 14 CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

14.1 Interlocuteur

Magali Letard
Responsable Filière Restauration Hotellerie
T. 02 43 40 60 61 - M. 07 86 61 53 35
132 rue Henri Champion
72100 Le Mans
Magali.LETARD@lemans.cci.fr

14.2 Calendrier d'exécution et délais

Chaque année, les quantités prévisionnelles pour la rentrée suivante sont communiquées au mois de mai, assorties d'un % de marge déterminé lors de la réunion de lancement.

Les commandes de rentrée sont réalisées fin juin.

Les livraisons doivent être effectuées, dont la date est arrêtée en accord avec la responsable de filière, impérativement avant fin de semaine 34.

Pour les rentrées dites tardives (généralement de septembre à décembre), le titulaire devra s'engager à livrer au maximum sous trois semaines à compter de la réception d'un bon de commande.

14.3 Adresse de livraison

Le site est sécurisé avec barrière et code d'accès. La livraison s'organise auprès de Magali Letard.

- CFA CCI LE MANS
Magali Letard
Filière restauration hôtellerie
132 rue Henri Champion
72100 LE MANS

14.4 Dérogation au principe d'exclusivité

Toutes fournitures non initialement définies au bordereau de prix unitaires mais qui deviendraient nécessaires, et dont l'offre serait manifestement au-delà de la pratique courante professionnelle et donc économiquement non avantageuse pour la CCI, pourront être commandées auprès d'un autre prestataire. Pour toutes commandes de fournitures au bordereau de prix ou non, dont le délai de livraison serait dépassé, ou dont le délai de livraison prévisionnel serait au-delà de celui engagé par le titulaire pourront être commandées auprès d'un autre prestataire. Ces dispenses n'ouvrent pas droit à contestations ni indemnités de la part du titulaire.

14.5 Solution de commande en ligne

Le titulaire proposant une solution de commande en ligne transmet les informations relatives à la création des comptes des utilisateurs et utilisation de l'outil. Il détaille les fonctionnalités de sa plateforme internet, et remet un manuel d'utilisation.

14.6 Respect des normes

Le titulaire s'engage à proposer des articles respectant les règles et normes françaises d'hygiène (notamment HACCP) et de sécurité en vigueur.

14.7 Garantie, reprise et SAV

Les articles défectueux sont repris à la charge du titulaire, à ses frais, risques et initiatives, selon les modalités détaillées dans son offre.

Le candidat détaille dans son offre les modalités de garantie et de SAV.

14.8 Etendue des besoins

Les besoins, quantités estimatives non contractuelles et caractéristiques sont directement fixés au bordereau de prix.

ARTICLE 15 PROBITE

La CCI est engagée dans la lutte contre les atteintes à la probité et porte une attention particulière à ce que les prestataires avec lesquels elle contracte partagent les mêmes valeurs et principes d'intégrité. Lesdits prestataires doivent également s'engager à lutter contre toute forme d'atteinte à la probité caractérisée par tout comportement susceptible d'être qualifié de corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêt, concussion, favoritisme, détournement de fonds publics.

En qualité de candidat au cours de la consultation, comme au cours de l'exécution du marché en qualité de titulaire, les agissements de l'opérateur économique ne doivent pas donner lieu à des comportements ou faits contraires à la réglementation en vigueur. Le titulaire, ses filiales, et, ses représentants, mandataires sociaux, dirigeants et salariés respectifs déclarent ne pas être visés dans une procédure pour l'un des faits précités.

A cet effet, le titulaire conduit ses activités conformément aux principes d'éthique et d'équité et s'engage à mettre en œuvre, au regard, de la taille et de la structure de son entreprise, l'ensemble des mesures nécessaires destinées à détecter et prévenir les risques de corruption, tant au sein de son organisation, qu'à l'égard de ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à respecter la loi n°2016-1691 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite loi Sapin II).

Le titulaire déclare qu'il a pris toutes les mesures nécessaires (procédures, codes de conduite par exemple) afin de prévenir toute violation de ces lois et réglementations relatives à la lutte contre les atteintes à la probité.

En outre, le titulaire prend également toute mesure nécessaire pour prévenir et détecter toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du présent marché.

Le titulaire prend pour lui-même et vis-à-vis de ses personnels toute mesure utile pour éviter que des situations de conflit entre les missions confiées au titre du marché et d'autres intérêts influencent ou soient susceptibles d'influencer indûment la façon dont sont effectuées lesdites missions, ou ne soit consenti ou recherché un avantage illégal quelconque, financier ou en nature, né de l'attribution et/ou de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer immédiatement La CCI de toute mise en examen ou mesure équivalente, ainsi que de toute condamnation - en première et, le cas échéant, dernière instance - prononcée à son encontre ou à l'encontre d'une personne agissant pour leur compte sur la base d'un délit constituant une atteinte à la probité.

ARTICLE 16 DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Application des dispositions du CCAG-FCS sauf clause contradictoire intégrée dans le présent document.

Article CCAP	Article CCAG-FCS
9 - Pénalités	14 – Pénalités 41 – Résiliation pour faute du titulaire